

LES TROIS DIRECTEURS EXÉCUTIFS DE LA WILAYA DE BOUMERDÈS ÉCROUÉS

La justice aurait-elle décidé d'ouvrir un front contre la corruption ?

Les trois directeurs exécutifs de la wilaya de Boumerdès qui ont été présentés par la BMPJ de Boumerdès devant le procureur du tribunal de la même ville ont été finalement placés en détention provisoire, mercredi dernier en fin de journée, à l'issue de leur audition par le doyen des juges d'instruction de la première chambre du tribunal de l'ex-Rocher noir.

Il s'agit, rappelons-le, du directeur de l'action sociale (DAS), du contrôleur financier (CF) et le délégué de la garde communale. Pour rappel, la justice les accuse au terme de la loi 06/01 portant prévention et lutte contre la corruption, de corruption. En plus de l'immense préjudice moral qu'ils subiront, s'ils sont condamnés, ces responsables encourent de lourdes peines de prison. Par ailleurs, la loi 06/01 permet à la justice de prononcer la saisie des biens personnels, y compris les biens immobiliers, acquis par les contrevenants après l'accomplissement de l'acte de corruption. Pour rappel, ils ont été pris en flagrant délit de corruption. C'est à la suite d'une plainte d'un commerçant – que la loi protège dans ce cas de dénonciation – auprès des services de police que les enquêteurs ont entamé leurs investigations sous le contrôle du parquet du tribunal de Boumerdès.

Ces responsables sont tombés dans la souricière qui leur a été tendue par les officiers de la police judiciaire de Boumerdès. Dans les dossiers remis au procureur, les enquê-

teurs ont, selon nos informations, joint des preuves matérielles particulièrement des enregistrements audio et des photos.

A partir de cette affaire qui ténit un peu plus cette wilaya et au vu des informations qui circulent au sujet de certaines affaires et des groupes de pression qui se partagent des marchés juteux, le commun des citoyens de la wilaya de Boumerdès ne peut que s'interroger : la justice de Boumerdès a-t-elle fait la bonne prise pour secouer le cocotier ? Malgré ces résultats qui auront probablement un effet dissuasif, les services de sécurité et la justice n'ont jusqu'à présent sévi que dans la périphérie du système qui squatte depuis longtemps certains rouages des administrations de cette wilaya.

Fort heureusement, il y a des hommes et des femmes qui travaillent à tous les niveaux des institutions de l'Etat avec conviction et probité. Comme il existe également des chefs d'entreprises et des industriels qui ont une haute opinion de leur mission au service du développement de

cette région. Mais à l'ex-Rocher noir tout le monde le sait, depuis sa création en 1984, cette wilaya a tout le temps été envahie par des prédateurs. Ils ne proposent rien mais font usage de leurs capacités de nuisance, de leur audace et font montre de leur aptitude à corrompre. Partis de rien, certains d'entre eux sont devenus subitement des milliardaires, malheureusement grâce à des complicités tapies dans les rouages des institutions de l'Etat.

Après le sable, le foncier, la justice s'attaque aux «marchés douteux»

En spécialisant des juges dans la lutte contre le pillage de sable, par lequel la mafia du sable pour voit en hommes de main et en finances les groupes islamistes armés d'El Qaida, la cour de Boumerdès a inscrit la lutte contre ce fléau ravageur du potentiel économique de la wilaya dans la durée. Par ailleurs, sur injonction de M. Boumediene Bacha, procureur général auprès de la cour de Boumerdès, une information judiciaire a été ouverte concernant le détournement du foncier agricole. En la matière, les affaires sont nombreuses et la justice, qui a reçu le rapport de la section de recherches de la gendarmerie de la wilaya de Boumerdès, aura sûrement fort à faire. Pour les observateurs, lors de cette enquête ou cours de la

seule semaine écoulée, le bureau de M. Belhadj Abdelmadjid, procureur de Boumerdès, a vu défiler des élus, des responsables techniques et des fonctionnaires de la daïra et de la commune de Rouïba ainsi que les trois directeurs exécutifs cités plus haut. Treize personnes, toutes impliquées dans deux affaires de marchés douteux et de corruption ont été placées sous mandat de dépôt.

Assiste-on à une accélération de la lutte contre ce fléau qui préoccupe au plus haut point la population de Boumerdès ? Bien entendu, ces affaires ont été engagées à partir de dénonciations et ni les services de sécurité ni la justice ne pourront y mettre fin si le sens civique ne l'emporte pas.

Le commun des citoyens observe le sort infligé à cette wilaya qui subit en plus les affres du terrorisme islamiste à l'ombre duquel, il est nécessaire de le rappeler, des clans sévissent toujours pour détourner des milliards.

En tout état de cause, il semblerait que la justice a accéléré la lutte contre la corruption. Parce que la situation est devenue préoccupante, il est à espérer que la cadence sera maintenue dans la durée. C'est ce que promettent, en tout cas, policiers et magistrats.

Abachi L.

BOUIRA

Les cinq communes débloquées

Les cinq communes restées jusque-là bloquées à cause de différends entre les P/APC installés et leurs alliés, d'un côté, et les autres élus qui forment le plus souvent des blocs soudés et majoritaires, de l'autre, empêchant toute chance de déblocage la situation, viennent de connaître un début de solution ce mercredi.

D'après nos informations, et même si les services de la wilaya ont toujours été hermétiques à tout ce qui s'apparente à la communication, le wali aurait enfin pris la décision de confirmer les P/APC déjà en poste dans leurs fonctions afin de pouvoir déblocquer la situation des salariés et du budget ainsi que celui des projets de développement restés en

suspens. Ainsi, cette décision prise par le wali devrait permettre à ces APC bloquées et aux P/APC concernés de travailler sereinement avec l'administration de la wilaya afin de ne pas pénaliser les populations et surtout ne pas retarder le lancement des projets de développement.

Cependant, selon nos sources, le wali aurait précisé dans ces correspondances que cette situation exceptionnelle est prise de façon exceptionnelle et devra prendre fin dès que les élus de ces APC qui sont dans l'opposition et qui refusent de composer avec les P/APC, auront manifesté leur volonté d'intégrer les assemblées élues.

Or, et parlant justement de ces élus opposés aux P/APC, cette décision prise par le wali ne manquera pas de provoquer leur courroux. Quelle sera leur réaction, eux dont le premier problème pour la plupart est juste-

ment les personnes de ces P/APC installés ? Les prochains jours nous le diront.

Pour rappel, après les résultats des élections locales du 29 novembre dernier, au moins 11 communes de la wilaya de Bouira ont connu un blocage qui s'est manifesté par la non-installation des exécutifs. Après plusieurs tractations entre les différents partis politiques, six communes ont été débloquées et il en est resté cinq toujours bloquées : Haizer, Mesdour, Maâmoura, El Ennam et Bechloul.

Parmi ces cinq communes, celle de Mesdour a même connu une situation alarmante puisque les fonctionnaires n'ont perçu leurs salaires que la semaine dernière après un retard de paiement de trois mois. C'est dire combien cette décision du wali a été importante.

Y. Y.

APW DE SKIKDA

L'habitat et l'emploi au menu de la première session ordinaire

La première session ordinaire de l'APW, issue des locales du 29 novembre dernier, se tiendra les 30 et 31 mars à la salle des délibérations de l'APW, avec au menu deux dossiers stratégiques : l'habitat et l'emploi.

D'emblée, la première institution élue de la wilaya s'est attaquée à deux thèmes phares, ce qui devrait susciter de chauds débats. Les directeurs ciblés par les collectes des chiffres et don-

nées, contenus dans les documents en question, sortiront de leurs gonds afin de défendre leurs secteurs.

D'autre part, comme de coutume, une batterie de recom-

mandations sanctionnera le rapport élaboré par la commission de l'équipement et de l'aménagement urbains.

Au menu du programme également, la présentation du bilan des activités de la wilaya au titre de l'exercice 2007 et une communication relative au tourisme. Deux comptes-rendus

établis par l'administration qui devront susciter, sauf imprévu, de sérieuses réflexions. Pour rappel, l'APW est présidée par Rabah Aoued. Elle est constituée de 43 membres représentant cinq partis politiques, FLN (16 membres), RND (10), PT (7), MSP (6) et FNA (4).

Zaïd Zoheïr

EL-TARF

Un député FLN tire à boulets rouges sur la gestion du wali par intérim

Le vice-président du groupe parlementaire FLN, président de la commission des droits de l'homme au niveau de l'APN et membre de l'Observatoire national des droits de l'homme, a jugé, lors d'un point de presse animé au niveau de la commune de Besbès et en présence, par ailleurs, d'une trentaine d'universitaires et de cadres de son parti, que la wilaya d'El Tarf est sinistrée sur tous les plans.

Il dira en substance que «l'administration, défaillante, est responsable des retards dans l'application du programme du Président pour le développement de la région. La secrétaire générale et wali par intérim est sélective dans son travail. Des crédits colossaux ont été mobilisés pour le développement de la wilaya dont nous ne connaissons pas les résultats sur le terrain. Je ne dispose pas en tant que député du rapport sur l'état socioéconomique de la wilaya». Il ajoutera, pour expliquer sa démarche auprès des hautes autorités du pays dans le dessein de trouver un épilogue à ce cas d'espèce de blocage : «J'ai interpellé le chef du gouvernement pour la nomination d'un nouveau wali verbalement et par correspondance ; malheureusement, il y a un retard dans sa désignation, moi-même je suis incapable de vous fournir la moindre explication de ce retard.»

Dans le même sillage, il fustigera la wali par intérim pour les deux notes adressées aux membres de l'exécutif et aux chefs de daïra leur interdisant tout contact avec les députés, membres du Sénat et élus locaux sans son accord personnel préalable. En ce sens, il indiquera avec rage et détermination que «la loi organique 99/02 définit explicitement la relation entre le gouvernement et les députés. Je trouve cependant que la note 98 émanant du ministre de l'Intérieur, définissant la relation administration-élus, caduque et absurde. En tant que député et expert en droit constitutionnel, je dénonce l'anachronisme de la loi algérienne en la matière. Il est inconcevable qu'on puisse contrôler le gouvernement et pas les autres institutions, à savoir la wilaya. Il est indispensable de revoir la loi et ouvrir le champ du contrôle». Abordant l'état du parti au niveau local, il ne manquera pas de noter que «la population de la wilaya est par nature FLN et a une totale confiance en ce parti. Malheureusement, le bureau de l'actuelle mouhafadha est responsable de la dernière défaite aux élections locales. Il faut savoir qu'un ensemble d'entrepreneurs gère actuellement les destinées du parti au niveau local». Il révélera qu'«il a saisi le secrétaire général du parti pour la dissolution du bureau et la mise sur pied d'une commission transitoire pour gérer la mouhafadha jusqu'à l'élection d'un nouveau bureau». Concernant l'actuelle APW, il dira avec ironie que «c'est un ensemble d'entrepreneurs qui a accaparé cette institution. Ce qui pose la problématique très délicate de l'intérêt personnel face à l'intérêt collectif». Clôturant le point de presse, le député Khaloudin interpellera et sollicitera le président de la République pour la nomination d'un nouveau wali dans les plus brefs délais au vu de l'état délégué et pourri et du climat délétère de la wilaya ainsi que le pourvoi des postes vacants à tous les niveaux de responsabilité en cadres compétents et rigoureux pour sortir la région de sa léthargie et du sous-développement. Il faut savoir qu'à El Tarf, tous les voyants sont au rouge et la population est au bord de l'explosion.

Daoud Allam

APW DE SAÏDA

Retour à la sagesse

A l'APW de Saïda, en proie à un profond malaise engendré par des luttes intestines, allant jusqu'à bloquer sa gestion, l'heure est au renouveau et à la relance de la machine sur d'autres bases, avons-nous appris auprès d'une source fiable de l'administration locale. Tout semble désormais rentrer dans l'ordre, puisque l'on apprend que depuis l'installation officielle de l'assemblée élue, à majorité FLN, dix jours après les résultats des élections locales du 28 novembre 2007, les 39 membres élus, toutes tendances politiques confondues, ont décidé de saisir le taureau par les cornes pour prendre une décision courageuse en organisant leur première rencontre dans le cadre d'une session ordinaire qui sera tenue au siège de l'APW. Selon la même source, deux points sont inscrits à l'ordre du jour, l'évaluation succincte du programme de développement de la wilaya, réalisé au titre de l'année 2007 et le programme d'action de l'assemblée élue, à concrétiser pour les années à venir.

M. Benamine

ALGER

L'alimentation en eau potable perturbée à Aïn-Benian

L'alimentation en eau potable sera perturbée aujourd'hui à la cité Abane-Ramdane, du quartier Hanouzene et des lots Carle dans la commune d'Aïn-Benian, a indiqué hier la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAL) dans un communiqué. La distribution de l'eau potable, dont la perturbation est due à des travaux de nettoyage du château d'eau de distribution, reprendra progressivement dès l'achèvement de cette opération.

APS